Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/A-Bure-la-Prefecture-continue-sa-strategie-d

22 août 2017

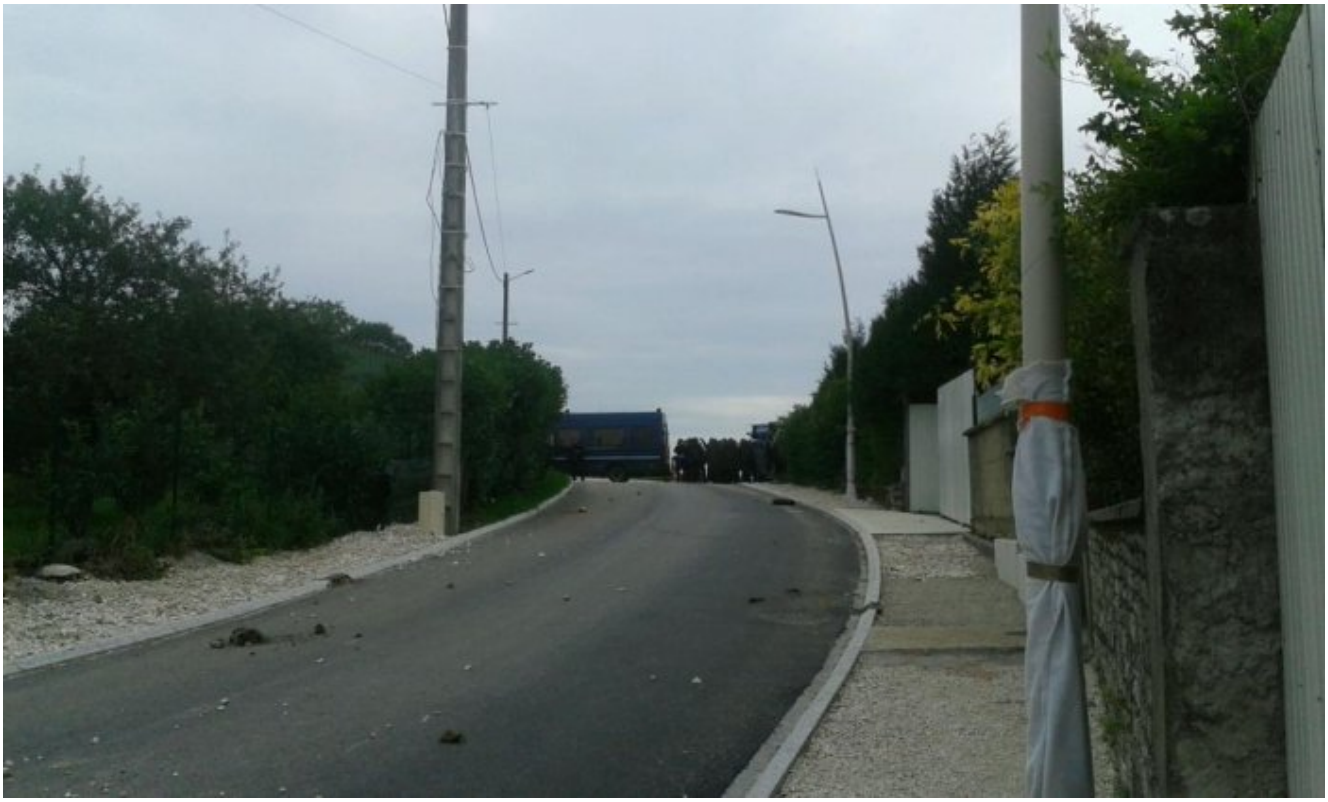
À Bure, la Préfecture continue sa stratégie d'escalade brutale au prix de nombreux-ses blessé-e-s, continuons le soutien !

Communiqués des collectifs en lutte

Communiqué commun des équipes médic, automédia et légale de Bure suite à la manifestation du 15 août 2017

À Bure le 15 août 2017 le cortège d'environ 800 personnes n'avait jamais été aussi massif pour une manifestation non déclarée à Bure. Face à elle, la Préfecture a choisi délibérément une stratégie d'asphyxie et d'agression entraînant de nombreux-ses blessé-e-s. Le dispositif policier de la journée était deux fois plus important que celui mis en place lors de la manifestation du 18 février 2017, à savoir qu'une quinzaine de fourgons de gendarmes mobiles ont été comptabilisés, ainsi qu'un canon à eau.

Le trajet de la manifestation, partant en direction de Saudron et non du laboratoire, était pensé précisément pour éviter la « *zone rouge* » fortifiée, le dispositif anti-émeute, et les affrontements. L'objectif était de se rendre sur un grand terrain entre le village de Saudron et de l'Espace Technologique (bâtiment de l'Andra), pour y visibiliser un site néolithique de très grande importance découvert par les fouilles et occulté par l'Andra.



Blocage en sortie de Bure

Cependant la préfecture a tenté de provoquer délibérément l’affrontement en plein milieu de Bure, 100m après le départ de la manifestation : plusieurs fourgons avaient été postés à la sortie du village. Plutôt que de tomber dans ce piège, les manifestant-e-s ont intelligemment choisi d’éviter la confrontation et de faire un détour de 4km à travers champs pour atteindre le terrain envisagé. À deux pas de l’objectif, à la sortie de Saudron, plusieurs fourgons de GM et un canon à eau ont été de nouveau déployés, et les premiers tirs de lacrymos envoyés, rendant inévitable les affrontements en plein milieu du village…

Dispositif policier et barricade en sortie de Saudron

Le dispositif policier

Outre les pluies de lacrymos et l’usage du canon à eau, la police a utilisé des lanceurs de balle de défense, notamment au-dessus de la ceinture (ce qui n’est pas « légalement » autorisé), provoquant des blessures notables sur plusieurs personnes. Mais également de nombreuses grenades de désencerclement ou assourdissantes, tirées à la main mais aussi avec des lanceurs jusqu’à plusieurs dizaines de mètres derrière les lignes d’affrontement, entraînant de lourdes blessures.

Des affrontements jusque dans les champs

Sur une portion des affrontements en fin de manif ont été relevés (au moins) : entre 30 et 80 grenades lacrymogènes à main, 15 à 30 de grenades GLI-F4 à effet assourdissant contenant 25g de TNT, 5 à 15 balles gommes de 40 millimètres de diamètres lancées par des LBD, 2 à 6 grenades de désencerclement. Ce qui donne une idée de l'ampleur globale de la journée.

Munitions tirées par les gendarmes et ramassées dans Saudron et dans les champs avoisinnant

Relevé des personnes blessé-e-s

Les équipes médics dénombrent plus de 30 blessés, parmi lesquels quelques unes avec des blessures conséquentes, et 3 hospitalisations. On peut notamment mentionner une hospitalisation pour une blessure très grave :

- Un manifestant a eu le pied déchiqueté après l'explosion d'une grenade GLI-F4, entraînant une triple fracture ouverte sur les os métacarpiens. Les chirurgiens ayant pris en charge le blessé, après premiers soins par l'équipe médic, parlent maintenant d'un risque d'amputation des orteils à cause de la présence de plastique fondu de sa chaussure dans les tissus. ⇒ Une photo est disponible ici, attention elle est très choquante.

Lors de l'évacuation des blessé-e-s, les forces de l'ordre ont pris pour cible les groupes de personnes qui étaient en train de venir en aide aux blessé.e.s, en engendrant panique et nouvelles blessures.

Pour les blessé-e-s les plus graves, les services publics de secours ont été appelés mais nous n'avons pu que constater leur difficulté à gérer des blessures balistiques pour lesquelles ils ne semblent pas être formés. Faut-il former les services de secours à soigner des blessures « de guerre » ou arrêter d'utiliser des armes à feu sur des civils susceptibles de mutiler et tuer, contrairement à ce que suppose leur « non-létalité » ?

Ce bilan est extrêmement lourd et s'additionne à celui, déjà très violent, de la manifestation du 18 février 2017, où une vingtaine de personnes avaient été blessés et 2 hospitalisées. Potentielles suites répressives pour les personnes hospitalisé-e-s

Non content de se limiter à blesser, mutiler et peut-être amputer des manifestant.es, la police va jusqu'à les assaillir dans les hôpitaux, parfois avant même qu'ielles soient soigné-e-s, pour les auditionner voire les perquisitionner :

- Une personne hospitalisée à Neufchâteau a vu débarquer la police dans sa chambre pour contrôler son identité.

- À l'hôpital de Nancy, la police a auditionné le manifestant sévèrement blessé au pied dans l'après-midi du 16 août, 1h30 d'interrogatoire épuisant par des gens responsables d'une possible amputation. Une question sur deux le concernait, les autres étaient sur la manifestation. « J'accepte l'audition mais je ne vous dirai rien vous avez bousillé ma vie », réponse sur le ton du gentil flic « On est là pour vous, pas contre vous, là pour vous aider. » 1h30 plus tard, les policiers reviennent avec un ordre de perquisition pour contrôler ses vêtements. « Je suis fatigué, vous me mettez la pression, c'est la deuxième fois que vous rentrez dans ma chambre ! ». Réponse : « J'ai été gentil, j'aurais pu ne pas l'être. »

Une stratégie répressive de plus en plus brutale

Il est loin le temps où la stratégie de l'Andra et de la Préfecture se résumait à « ne faisons pas de vagues », pour éviter de trop visibiliser la contestation du projet. Depuis quelques mois la stratégie policière évolue vers un tournant de plus en plus agressif : intimidations et provocations au quotidien, asphyxie directe des manifestations, blessés graves. Bien loin de se cantonner à protéger le laboratoire et les autres infrastructures comme c'était le cas par le passé, les gendarmes ont reçu l'ordre de venir directement au contact des manifestant-e-s en plein milieu des villages, pour apeurer

les gens, favoriser la division, blesser, mutiler… Jusqu'où ira-t-elle ?

[AJOUT au 18 août] Comble de l'ignominie, la Préfecture de Meuse, sommée de s'expliquer sur sa responsabilité, a préféré botter en touche en commençant par parler « d'informations circulant sur les réseaux sociaux » non vérifiées. Voire en réfutant le témoignage de Robin selon lequel il aurait été blessé dans la manifestation. Le 18 août, la version est lentement en train de changer, les services de l'Etat ne réfutent plus les témoignages mais procèdent à toutes les « vérifications rigoureuses » nécessaires…

L'objectif d'un tel communiqué n'est pas de tomber dans une contre-propagande victimaire, un bilan morbide ou une surenchère guerrière. Il est de documenter au mieux les attaques de la police sur le cortège, et d'offrir un témoignage sur l'évolution continue du dispositif répressif à Bure. Nous prenons acte de cette stratégie d'asphyxie et, dans les mois et années à venir, nous allons chercher à nous donner de l'air de multiples manières.

Témoignage de Robin, gravement blessé au pied

Robin a écrit ce témoignage le 16 août, dans sa chambre d'hôpital, pour transmettre à tout le monde :

« Je suis Robin,la personne qui a été blessée au pied par une des nombreuses grenades assourdissantes que les gendarmes mobiles ont lancé sur les manifestant-e-s, aux alentours de Bure mardi 15 août 2017. Je suis à l'hôpital de Nancy. Mon pied est dans un sale état, la grenade l'a creusé sur une profondeur de 3 cm et un diamètre de 13 cm. Les os sont pour la plupart brisés. Certains ont même disparus, pulvérisés. La chaussure a été explosée, le plastique a fondu et s'est engouffré dans la plaie, si bien qu'une infection est probable, ce qui nécessiterait l'amputation des 5 orteils. À cela s'ajoute une trentaine d'éclats répartis dans l'autre jambe.

Les gendarmes ont tiré une quinzaine de grenades assourdissantes, ils ne courraient aucun danger.

Juste avant que mon pied saute, j'ai vu une grenade exploser à hauteur de tête.

Pour moi la volonté des forces de l'ordre à ce moment là est très clairement de blesser ou tuer, dans le but de terroriser ceux qui se battent et ceux qui ne se battent pas encore. Sur le brancard de l'équipe médic dont je salue le courage et l'efficacité, j' entendais encore les grenades exploser. Malgré le brutal changement que cette blessure va provoquer dans ma vie de père de 2 enfants en bas âge, j'appelle plus que jamais à continuer le combat, à le prendre ou le reprendre pour certain-e-s. »

Écrire à Robin et aux autres copaines blessé-e-s : Pour écrire et témoigner de notre soutien à Robin et aux autres copain-e-s blessé-e-s lors de la manif, n'hésitez pas à écrire à la Maison de résistance à Bure, 2 rue de l'Église, 55290 BURE. Les témoignages de soutien leur seront transmis.

Contact presse : 07 53 54 07 31

Mail : sauvonslaforet@riseup.net / pour le groupe anti-répression arr@riseup.net

---

https://burestop.free.fr/spip/spip.php?article822

Pas une victime de plus !

COMMUNIQUE COMMUN

Burestop 55, Bure Zone Libre, Cedra 52, Eodra, Asodedra Meuse Nature Environnement, Fédération Mirabel Lorraine Environnement Les Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château, Les Habitants vigilants de Void-Vacon, Gudmont-dit-Non

lundi 21 août 2017

CIGEO/BURE : pas une victime de plus !

Les associations et organisations condamnent unanimement l'escalade de répression incompréhensible autour de la manifestation du 15 août 2017, à Bure. Elles témoignent de leur soutien à Robin, un jeune homme qui pourrait perdre l'usage de ses orteils et à toutes les personnes blessées. Elles appellent en urgence le gouvernement à prendre ses responsabilités, à rétablir le dialogue avec la société civile et à stopper Cigéo, projet d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse/Haute-Marne. Une pétition à cet effet est lancée.

Nucléaire français : combien de victimes faudra-t-il ?

Vital Michalon en 1977 à Creys-Malville, blessé à mort lors d'une manifestation contre le projet de surgénérateur Superphénix, Sébastien Briat, jeune meusien de 22 ans, décédé tragiquement en novembre 2004 en Lorraine alors qu'il tentait d'alerter sur les dangers de transports de déchets nucléaires, des militants mutilés, déjà, lors d'actions du même type à Valognes et à présent des blessés qui s'enchaînent lors des récentes manifestations autour du projet Cigéo /Bure.

La journée du 15 août a échappé de très peu à une véritable catastrophe, au vu du nombre de munitions de guerre utilisées contre la foule, qui comptait par ailleurs des familles et des enfants.

La France a deux tristes particularités : être le pays le plus nucléarisé au monde et être le seul pays en Europe à utiliser des munitions explosives en opération de maintien de l'ordre contre des manifestants. Aura-t-elle la palme du nombre de victimes sacrifiées sur l'autel d'un nucléaire -en régression partout dans le monde- fondamentalement et légitimement contesté ?

Stopper la politique répressive et rétablir le dialogue

Le discours développé par la préfecture qui justifie chaque fois le déploiement de dispositifs répressifs démesurés par la volonté de protéger les personnes ne trompe plus personne et il pourrait bien s'avérer très dangereux. Les associations ont alerté encore récemment les autorités locales sur les revers de ces mesures, qui ne peuvent museler l'opposition à Cigéo mais ne font qu'exacerber les tensions. Villageois ne pouvant plus vivre leur quotidien sereinement ou opposants multiples se sentant de plus en plus confrontés à un mur, on est bien loin de l'acceptabilité sociale recherchée par l'Andra et les pouvoirs publics. Est-il besoin de rappeler le véritable « état de siège » installé par la présence étouffante des forces de l'ordre lors de la manifestation des « 300 000 » pas vers Saint-Dizier le 20 mai dernier ?

C'est pourquoi nous appelons au retour à la raison, avant qu'il ne soit trop tard et exigeons la levée des mesures répressives visant à restreindre le droit constitutionnel à manifester et à contrôler la population locale de manière incessante, et nous demandons instamment au gouvernement de nous recevoir, nos deux précédentes sollicitations auprès du Ministre de la Transition écologique étant restées sans réponse. Le projet Cigéo, par ailleurs sérieusement remis en cause d'un point de vue scientifique et technologique, doit être stoppé immédiatement.